

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

FÉVRIER 1967

VOTER, POUR QUOI FAIRE?

Une fois de plus, nous voilà soumis au bourrage de crâne multiple des périodes pré-électorales, et les bateleurs de tout poil sont partis en campagne pour vendre au plus bas prix leurs programmes éculés. Rajeunis par une présentation moderne (les campagnes électorales sont maintenant confiées aux technocrates publicistes) les slogans et les raisonnements habituels font de nouveau surface et les politiciens ne manqueront pas de se réjouir, comme en 1965, de ce qu'ils croiront être "la politisation des masses".

Quant aux travailleurs conscients, ils ont déjà compris que ce n'est pas de cette politisation-là qu'ils doivent attendre une quelconque transformation de leur condition: ils savent bien que, depuis les élections présidentielles, ils n'ont cessé d'être exploités de plus en plus - et que les candidats, quels qu'ils soient, se gardent bien, et pour cause, de soulever les vrais problèmes.

Mais, en raison même de la puissance démentielle de la propagande officielle, beaucoup en viennent à penser que les partis d'opposition pourraient malgré tout représenter un moindre mal: si le capitalisme se défend avec tant d'âpreté, en utilisant unilatéralement ou presque les énormes moyens de pro-

pagande de l'Etat, ne serait-ce pas, s'imaginent-ils, que les partis d'opposition sont considérés par lui comme dangereux? C'est oublier que le capitalisme n'est pas monolithique et qu'à l'intérieur même de la bourgeoisie, s'affrontent des tendances aux intérêts divergents: qu'en ce sens, des fractions de la bourgeoisie, plus ou moins liées avec certaines fractions bureaucratiques ou syndicales, briguent le semblant de pouvoir que représente un siège au Parlement, cela ne saurait intéresser les travailleurs: le problème est ailleurs.

De quoi s'agit-il, en fait? Pas autre chose que de s'intégrer dans ce pouvoir d'Etat dont l'armée permanente, la bureaucratie hiérarchisée, la police, le clergé et la magistrature sont les instruments dociles qui oppressent le prolétariat; pas autre chose que de faire jouer des "principes démocratiques", lesquels, dans le cadre de l'exploitation capitaliste, ne sont qu'un instrument aux mains des classes possédantes. Car c'est la bourgeoisie qui, fixant les règles du jeu, autorise les opprimés à décider pérorodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement". L'admirable hypocrisie! Dans ces conditions, les partis d'opposition actuels ne font que donner à certaines fractions

lutte et organisation ouvrières en Israël

Au début de l'année dernière, les travailleurs israéliens ont mené une série de grèves sauvages de grande importance. Le mouvement le plus spectaculaire a été celui des dockers. Mais les distributeurs d'essence, les fonctionnaires, les agents des services de santé, les ouvriers du textile, ceux de l'industrie militaire, les enseignants, les éboueurs et les membres des coopératives de transport sont aussi entrés en lutte.

Tous les observateurs ont été d'accord pour dire que ces mouvements n'ont été dirigés par aucun syndicat ni aucun parti, bien que les partis politiques soient nombreux et assez actifs dans ce pays. Mais si les grèves ont été spontanées, il est intéressant de voir quelle organisation les travailleurs se sont donnés pour agir si vigoureusement.

Le syndicat (Histadrout).

Il peut sembler curieux de décrire le syndicat avant de parler de la classe ouvrière. Mais, en fait, la HISTADRUT a été fondée avant que la classe ouvrière n'existe.

En 1947, au moment où l'Etat israélien a été créé, le syndicat comptait 180.000 membres. Une forte proportion de ses adhérents, peut-être la majorité, était composée de membres des colonies agricoles (les Kibboutz) et de petits propriétaires terriens. En réalité, il ne s'agissait pas de paysans mais d'artisans, de petits entrepreneurs et d'intellectuels juifs européens qui étaient venus travailler la terre par idéal sioniste.

Cette " vieille garde " qui est aujourd'hui réduite à 140.000 membres environ, constitue la presque totalité de la bureaucratie syndicale. 95% des membres de la Commission Exécutive appartiennent à l'immigration antérieure à la création de l'Etat. Il en est de même pour 68% des petits bureaucrates.

Aujourd'hui la HISTADRUT compte 900.000 membres mais 90% de ses membres travaillent dans les villes. Comme l'adhésion au syndicat est pratiquement obligatoire, ce gonflement correspond à la constitution d'une classe ouvrière importante.

Le syndicat présente, par rapport aux syndicats français, deux caractéristiques qui expliquent sa puissance :

1°- Il gère la caisse de sécurité sociale la plus importante du pays, puisqu'elle sert 1.700.000 personnes. Chiffre énorme car Israël ne compte que 2.400.000 habitants environ. Ce monopole de fait en matière de sécurité sociale explique que l'adhésion soit pratiquement obligatoire: il faut, en effet, la carte de la HISTADRUT pour toucher les prestations.

.../...

2°- Il est propriétaire de nombreuses usines où il employait 210.000 ouvriers en 1964. Le chiffre d'affaires de ces entreprises a d'ailleurs augmenté de 50% entre 1959 et 1964 alors que le nombre du personnel employé ne s'est accru que de 20%. Ce qui, soit dit en passant, prouve que les syndicalistes devenus patrons savent faire produire....

Ce sont malgré tout les dirigeants de la HISTADROUT qui trouvent que la base est "ingrate"! Conclusion qu'ils ont tiré d'une récente enquête menée auprès des syndiqués de base qui a révélé qu'une grande partie de ces derniers estimaient qu'ils auraient pu obtenir un salaire plus élevé sans "leur" syndicat.

Les Comités Ouvriers.

Les travailleurs ne se sont pas limités à des critiques. Ils ont constitué des organes de lutte à eux qui ont été aussitôt appelés comités ouvriers. Ces comités sont élus par l'ensemble des syndiqués, c'est-à-dire, en fait, par l'ensemble du personnel d'une entreprise.

Il existe actuellement des milliers de comités de ce genre qui comptent plus de 50.000 membres élus directement par les ouvriers des usines.

La direction syndicale, après diverses résistances, a reconnu les comités et a essayé de s'en servir pour transmettre à la base ses directives. Mais, à l'heure actuelle, les comités semblent avoir bien résisté à ces tentatives bureaucratiques et si, au point de vue légal, ils représentent la HISTADROUT dans les négociations avec les employeurs, ils sont les porte-parole des travailleurs et non ceux des bureaucrates syndicaux. C'est ce qui explique en grande partie que les grèves, en apparence inorganisées et "anarchiques", soient si efficaces; et que patrons, Etat et dirigeants syndicaux se sentent, avec raison, également menacés par elles.

Deux précisions intéressantes sont à apporter :

1°- En Israël, les syndicats sont organisés à partir des métiers, comme en Angleterre. La création de comités rassemblant les travailleurs d'une même entreprise, mais appartenant à différentes corporations, s'imposait donc particulièrement pour opposer un front unique au patron.

2°- Depuis quelques années, les dirigeants syndicaux ont été obligés d'admettre les travailleurs arabes dans la HISTADROUT pour faire disparaître une discrimination trop voyante dont les arabes étaient victimes. Ouvriers juifs et arabes participent aux Comités qui jouent donc, là encore, un rôle unificateur dans la lutte.

Israël est loin et la situation y est complexe. Beaucoup de lecteurs ne comprendront pas certains événements auxquels nous faisons allusion.

Mais, à notre avis, la lutte de classe dans ce pays est intéressante à différents points de vue.

.../...

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que les partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, PARIS-IX^e.